

Contre Attaque Bolivie Soulèvement

Pour voir la vidéo : <https://contre-attaque.net/2026/05/20/bolivie-soulevement-contre-le-president-de-droite/>

BOLIVIE : SOULÈVEMENT CONTRE LE PRÉSIDENT DE DROITE

«No tenemos miedo». «Nous n'avons pas peur». Le 19 mai en Bolivie, des dizaines de milliers de personnes ont organisé une prise de la capitale, La Paz, pour exiger la démission du président. Ce soulèvement unitaire réunissait des cortèges indigènes vêtus de ponchos rouges, des paysans, des étudiants, des enseignants et des mineurs qui sont en première ligne des blocages dans tout le pays depuis près de trois semaines.

Il y a 6 mois, la Bolivie, pays montagneux de 12 millions d'habitants situé au cœur de l'Amérique du Sud, basculait à droite. Après deux décennies de gouvernements de gauche, c'est le sénateur conservateur Rodrigo Paz qui triomphait. Son slogan de campagne ? «Le capitalisme pour tous». Le nouveau chef d'État est surtout un vassal des USA, et son élection a été immédiatement saluée par Trump, alors que le pays était jusqu'ici hostile à l'impérialisme étasunien. Depuis son élection, il est allé se soumettre au gouvernement d'extrême droite à Washington, et a organisé un rapprochement avec Israël. Paz se revendique du président argentin ultra-libéral et sioniste Javier Milei. Enfin, dans ce pays pauvre et rural où la majorité de la population est issue des peuples autochtones, son gouvernement ne compte aucune figure issue des mouvements indigènes ou des organisations syndicales et paysannes. Ses ministres viennent de la finance internationale et d'entreprises privées. De fait, avec son

élection, la Bolivie tombe dans le camp du néolibéralisme et de l'Empire, sur fond d'attaques accrues de Trump en Amérique Latine.

Depuis près de 20 jours, une immense mobilisation réclame donc la chute du président. Les communautés indigènes et des secteurs stratégique du monde du travail, en particulier les mineurs, organisent des grèves, des blocages, des marches à travers le pays, et convergent vers la capitale. Ils protestent contre la hausse des prix et les privatisations, mais aussi les cadeaux aux plus riches et l'accaparement des terres par l'agro-industrie. Il y a quelques jours, une manifestation a tenté de forcer le palais du gouvernement, et a affronté la police à l'aide de «petits bâtons de dynamite» utilisés par les mineurs. Le mouvement prévient : «Soit il démissionne, soit on le chasse. Les fascistes n'ont pas leur place en Amérique latine».

La répression est violente pour débloquent les barrages routiers, et le gouvernement ordonne l'arrestation d'un leader syndical pour «terrorisme». Tirs tendus, charges, lacrymogène, usage d'un robot pouvant envoyer des grenades... La police militaire a été déployée et bloque l'accès à la capitale.

En 2020 : un gouvernement d'extrême droite soutenu par les USA avait tenté de prendre le pouvoir, mais avait dû reculer.